



Renforcer les synergies régionales

27, 28 & 29 avril 2026 - Moroni, Comores

Co-organisé par



Avec le soutien de



Table-ronde 1: Encourager les échanges dans la zone océan Indien

Lundi 27 avril 2026
15h-16h30

Co-organisé par



Avec le soutien de



Table-ronde 1: Encourager les échanges dans la zone océan Indien



Animatrice

Catherine DUBREUIL

Administratrice Carrefour des entrepreneurs de l'Océan indien &
Responsable Commission Relations régionales CCI France Maurice
Directrice/co-fondatrice Obvious Way/Impact Way/All for Impact



Chloë FRANCOMME,
Economiste, Circular
Islands



Djamil BOINALI, Secrétaire
Général du Ministère de
l'Economie, Investissement et
de l'Intégration économique
Union des Comores



Jérémie NONE,
Directeur du
développement
international, EY
Consulting



**Ioannis Pavlos
EVANGELIDIS**, Chargé
d'Affaires a.i. de l'Union
européenne aux
Comores



**Traian Laurentiu
HRISTEA**, Représentant
Organisation internationale
de la Francophonie pour
l'océan Indien



Virginie LAURET,
Directrice exécutive Cap
Business Océan indien

Co-organisé par



Avec le soutien de



L'ETAT DES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES DANS LA ZONE OCÉAN INDIEN À CE JOUR



Chloë FRANCOMME, Economiste, Circular Islands

Co-organisé par



Avec le soutien de



ETAT DES LIEUX GÉNÉRAL

Zone Océan Indien = Zone stratégique

- 50 % commerce mondial y transite
- Jusqu'à 80 % commerce maritime mondial
- Environ 80 % du pétrole transporté



**Environ 20 % seulement des échanges
seulement se font entre pays de la région.**



Figure 1.

Zone Océan Indien

Source : Canergie, 2023



Figure 2.

Flux des expéditions
d'énergie liquide dans
l'océan Indien en 2022

Source : Canergie, 2023

Co-organisé par

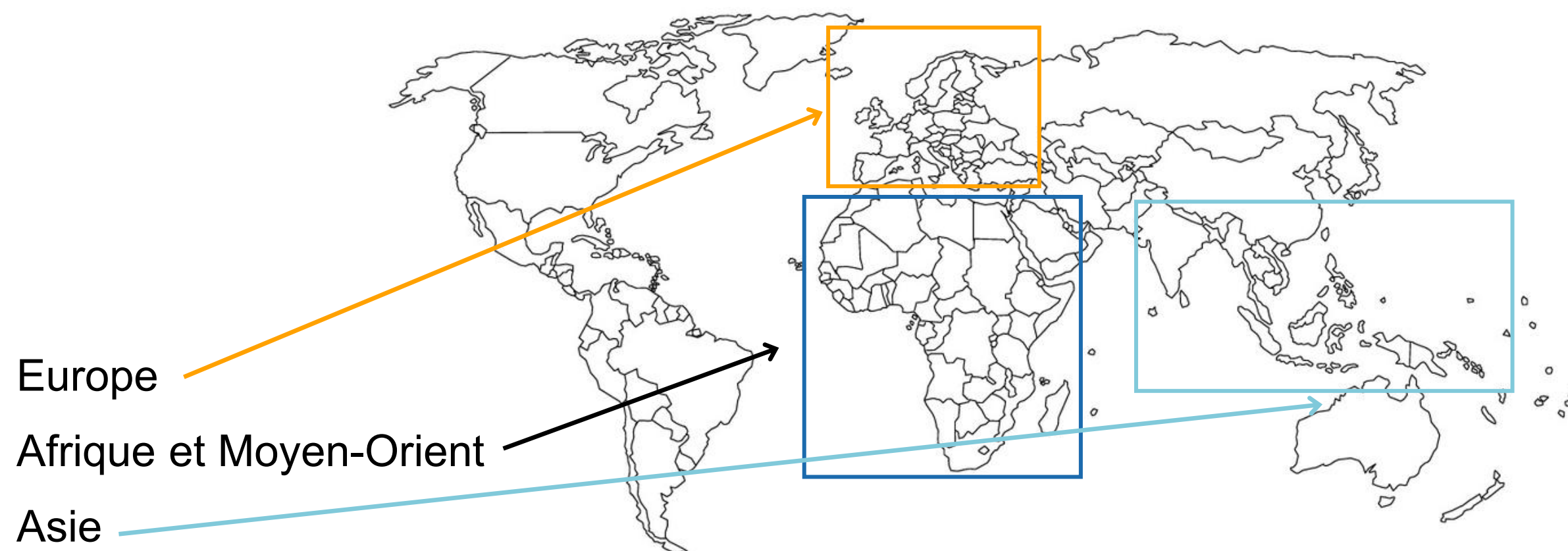


Avec le soutien de



ETAT DES LIEUX GÉNÉRAL

Figure 3. Principaux partenaires commerciaux, Zone Océan Indien



Flux principaux :

- Exportations matières premières (agriculture, ressources marines)
- Importations de biens manufacturés,
- Flux énergétiques (pétrole, gaz)
- Service (ex: tourisme)

Co-organisé par

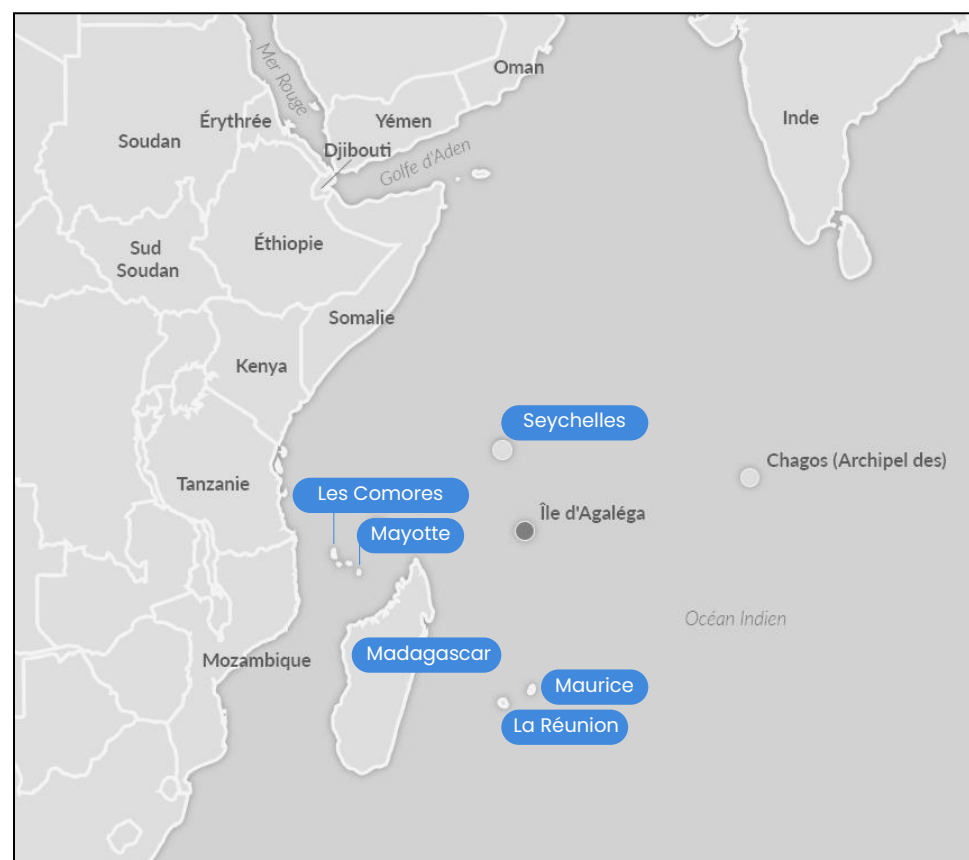


Avec le soutien de



ETAT DES LIEUX ÎLES DU SUD-OUEST DE L'OI

Figure 4. Îles du sud-ouest de l'Océan Indien



- **Echanges inter-îles = moins de 5 % du commerce total**
- Flux principaux :
 - Produits agricoles et alimentaires
 - *Madagascar : exp. riz, fruits et légumes, épices*
 - Produits de la mer
 - *Seychelles : pêche et transformation*
 - Biens manufacturés et produits transformés
 - *Maurice : exp. textile et produits transformés*
 - Services
 - *Tourisme intra-régional*

Co-organisé par



Avec le soutien de



Table-ronde 1: Encourager les échanges dans la zone océan Indien

DES PROFILS TRÈS DIFFÉRENTS

Les Comores



Madagascar



Maurice



Mayotte



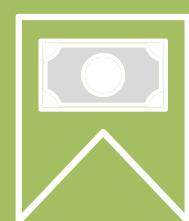
La Réunion



Les Seychelles



PIB / HBT TRÈS VARIABLE



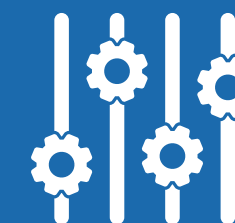
- Seychelles : ≈ 18 000 USD
- Maurice : ≈ 12 000 USD
- La Réunion : ≈ 29 500 USD
- Mayotte : ≈ 12 500 USD
- Madagascar : ≈ 550 USD
- Comores : ≈ 1 800 USD

STRUCTURES ÉCONOMIQUES



- Madagascar → agriculture + textile (export)
- Maurice → services, finance, tourisme
- La Réunion → économie tertiaire, transferts publics
- Seychelles → tourisme + pêche
- Comores → agriculture + transferts diaspora
- Mayotte → secteur public dominant

NIVEAUX DE DÉVELOPPEMENT



- Maurice et Seychelles → économies à revenu intermédiaire supérieur / élevé
- Madagascar & Comores → pays faible revenu
- Mayotte → très fort retard socio-économique malgré statut français

Co-organisé par



Avec le soutien de



Table-ronde 1: Encourager les échanges dans la zone océan Indien

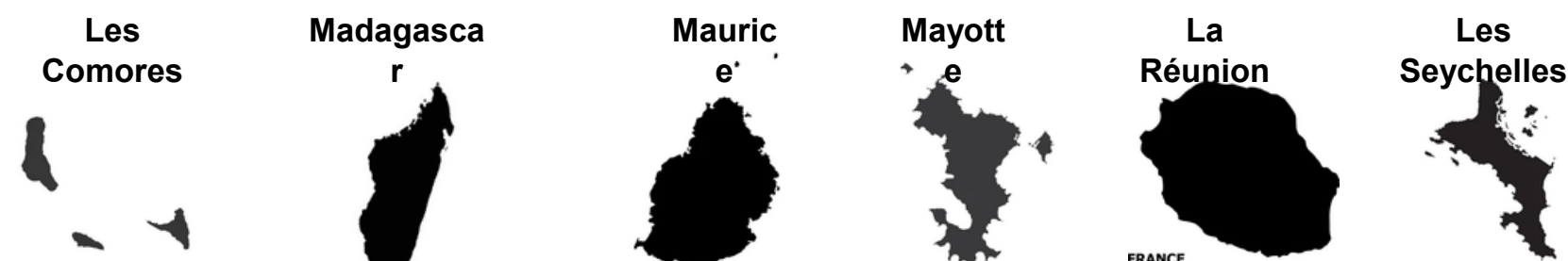
DES DÉFIS SIMILAIRES

DÉPENDANCE EXTÉRIEURE

- Balance commerciale souvent négative
- La région dépend à près de 80 % d'importations alimentaires extérieures

PARTENAIRES ÉCONOMIQUES PRINCIPAUX

- Union européenne (France notamment)
- Asie (Chine, Inde, Singapour)
- Afrique / Moyen-Orient



Co-organisé par

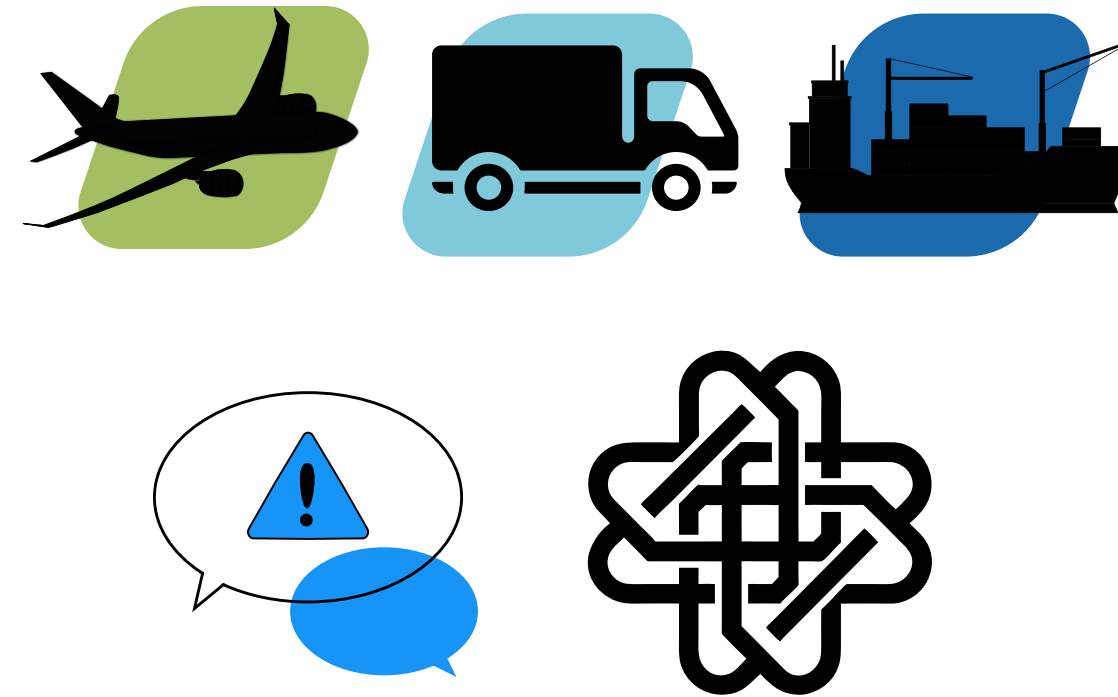


Avec le soutien de



POURQUOI DES ÉCHANGES LIMITÉS ?

- Coût et fréquence du transport
- Manque d'information
- Cadres hétérogènes
- Faible structuration régionale



Co-organisé par



Avec le soutien de



Table-ronde 1: Encourager les échanges dans la zone océan Indien

POTENTIEL DE COOPÉRATION FORT

Agriculture et agro-industrie

Energie et transition

- partage de technologies
- mutualisation des projets renouvelables
- coopération technique

Réduction dépendance énergétique régionale

Economie bleue

- ressources marines abondantes (pêche, biodiversité, transport)
- priorité régionale (COI, IORA)
- chaîne régionale : production → transformation → export

Economie circulaire

- mutualisation des infrastructures (déchets, recyclage)
- transfert de technologies entre îles
- solutions régionales face à pollution plastique marine

Economie circulaire régionale = réduction coûts + résilience

Tourisme

secteur majeur dans toute la région
offre multi-destinations régionale

Connaissance / innovation

Plateformes régionales de connaissance

Co-organisé par



Avec le soutien de



SOLUTION POTENTIELLE

- **Déployer des outils de mesure et de coordination dans la zone**
 - Renforcer les synergies régionales et
 - Encourager les échanges dans la Zone Océan Indien

Co-organisé par



Avec le soutien de



DIAGNOSTIC COMORES & OPPORTUNITES

Focus sur le projet de corridor maritime des îles de l'Union des Comores



Djamil BOINALI, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, de l'Investissement et de l'Intégration économique de l'Union des Comores

Co-organisé par



Avec le soutien de



Plan de la présentation

Table ronde – Forum Économique de l'Océan Indien



PARTIE 1

État des lieux des échanges Comores / Zone Océan Indien



PARTIE 2

Axes de développement des échanges par l'intégration régionale



PARTIE 3

Comment les Comores se préparent à saisir ces opportunités

PARTIE 1

État des lieux des échanges Comores / Zone Océan Indien



Économie comorienne : une reprise fragile

Partie 1 – État des lieux

3,4%

Croissance 2024

3,8%

Prévision 2025

38%

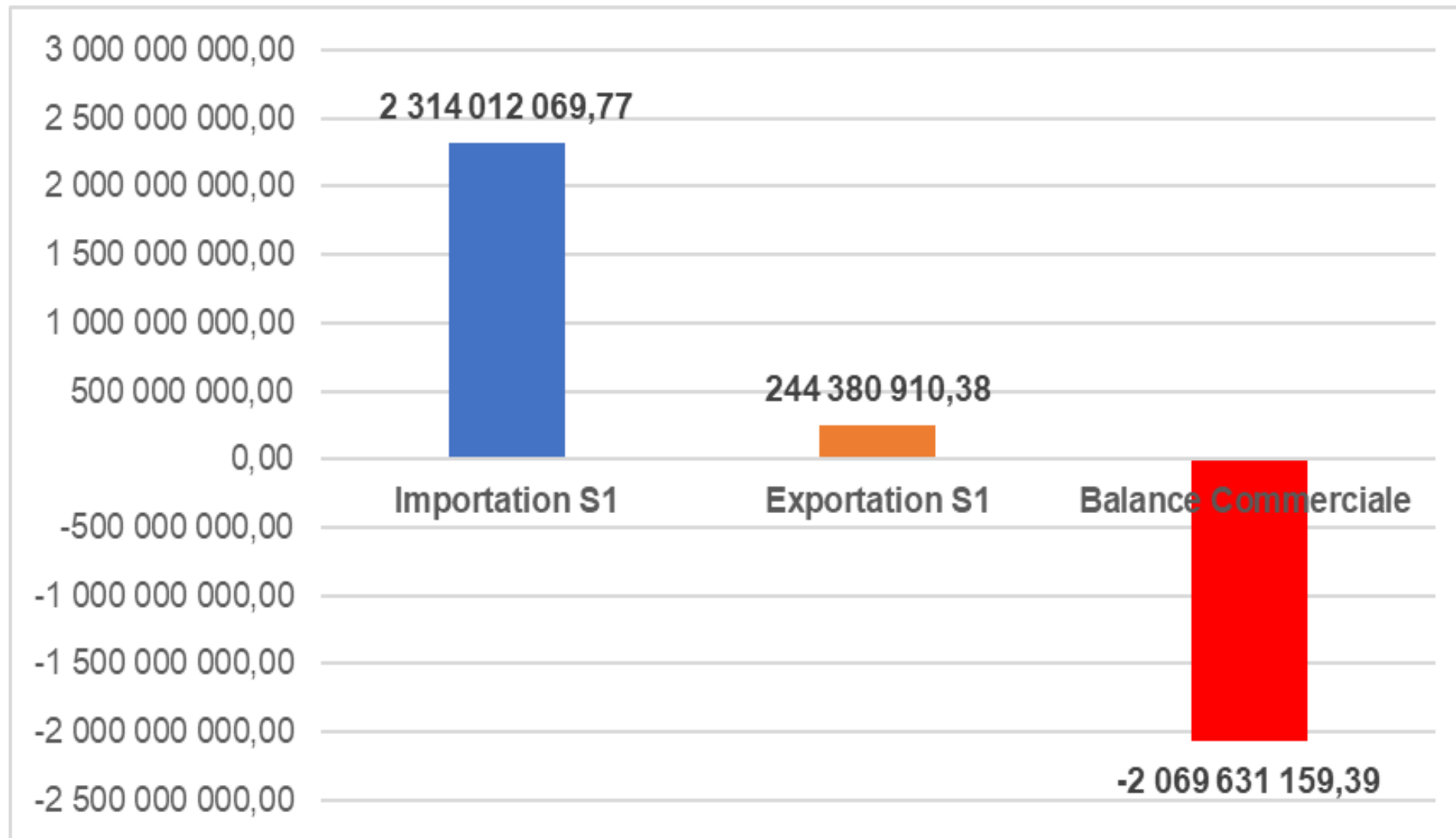
Taux de pauvreté

Économie peu diversifiée, dépendante :

- Importations de produits de base et des hydrocarbures
- Transferts de la diaspora
- Aide extérieure

Une balance commerciale déficitaire

Partie 1 – État des lieux



Déficit chronique

Depuis plusieurs années

La COI représente 4% des importations totales pour le premier semestre 2025 et 6% des exportations totales en Valeurs KMF

Causes principales :

- Faible production locale
- Forte dépendance aux importations (Butanes, Farines , Sucres, d'autres matières textiles, des produits pharmaceutiques et des autres immeubles en bois)

Les défis à surmonter

Partie 1 – État des lieux



Infrastructures portuaires insuffisantes



Coûts de production élevés, faible valeur ajoutée



Obstacles non tarifaires – application insuffisante des accords (COMESA, SADC)



Vulnérabilité aux chocs climatiques et aux crises mondiales

Bilan de la Partie 1

Synthèse



Commerce extérieur trop dépendant de quelques produits et de partenaires lointains.

Balance déficitaire chronique – Faible intégration régionale.

PARTIE 2

Axes de développement des échanges par l'intégration régionale



Axe 1 : Complémentarité agricole

Partie 2 – Intégration régionale



Exporter vers les marchés à fort pouvoir d'achat

La Réunion, Maurice, Seychelles : mangues, letchis, agrumes, bananes plantain

Calendriers agricoles décalés

Exploiter les différences saisonnières entre îles

Intrants régionaux

Provende depuis Maurice plutôt que d'Europe

Avantages : coûts réduits • délais courts • empreinte carbone diminuée

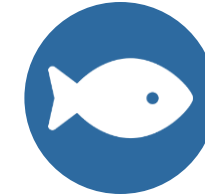
Axe 2 : Chaînes de valeur régionales

Partie 2 – Économie bleue & déchets



Recyclage des déchets

- Centre de tri régional (plastiques, métaux, DEEE)
- Appui technique : CIRAD, ADEME
- Production locale : granulés → tuyaux, pavés, mobilier urbain



Produits de la pêche

- Chaînes communes avec Maurice et Seychelles
- Surgélation, fumage, farine de poisson
- Finir l'exportation de poisson brut

Axe 3 : Mutualisation touristique

Partie 2 – Intégration régionale



« Pass Océan Indien »

- Forfaits multi-îles (Comores, La Réunion, Maurice, Seychelles)
- Harmonisation des visas et normes d'accueil

Niches communes

Randonnée • Observation des cétacés • Tourisme culturel swahili



Axe 4 : Capitaliser sur la dépendance aux importations

Partie 2 – Intégration régionale



Achats groupés

Avec Maurice, Seychelles, Madagascar (engrais, matériel médical, pièces détachées)



Plateformes logistiques mutualisées

Comores comme zone de dégroupage et réexpédition vers les îles voisines



Industrie légère d'assemblage

Composants d'Asie → assemblage local (panneaux solaires, outillage) → redistribution

Axe 5 : Lever les obstacles non tarifaires

Partie 2 – Intégration régionale



Protocole commercial de la COI

Normes sanitaires, reconnaissance mutuelle



Guichet unique douanier régional

Inspiré du système SYDONIA à Maurice



Formation des opérateurs comoriens

Règles d'origine : COMESA – SADC – ZLECAf

PARTIE 3

Comment les Comores se préparent à saisir ces opportunités



Programme de soutien à l'agriculture

Partie 3 – Préparation des Comores



Plan de relance de la vanille

Assises nationales oct. 2025



Programme AFIDEV (AFD)

Compétitivité vanille, ylang-ylang, girofle, fruits



Diversification fruitière et maraîchère

Irrigation, formation



Coopération technique CIRAD / FAO

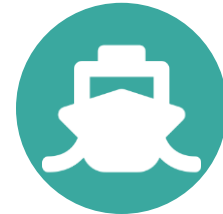
Bonnes pratiques phytosanitaires pour l'export

Projet de Corridor maritime régional

Partie 3 – Préparation des Comores

137 M\$

BAD, BM, BID, AFD, UE



Objectifs

- Moderniser les ports comoriens
- Créer une zone économique spéciale
- **Plateforme de transbordement Afrique ↔ Asie**

Inscrit dans le **Plan Comores Émergent 2030** – Colonne vertébrale de la stratégie logistique régionale

Les Jeux de l'Océan Indien 2027

Partie 3 – Préparation des Comores



11^{es} Jeux des îles de l'Océan Indien organisés aux Comores

Effet structurant

Infrastructures sportives, hôtelières, de transport

Vitrine régionale

Milliers d'athlètes et visiteurs

Symbole

Retour des Comores au premier plan de l'Indo-océanie

Renforcement de l'intégration dans les marchés

Partie 3 – Préparation des Comores



Adhésion à l'OMC (août 2024)

- Cadre stable pour les investissements
- Assistance technique pour les normes



Ratification de la ZLECAf (février 2023)

- Ateliers nationaux UE/OMD sur les règles d'origine



Participation active : COI – COMESA – SADC

- Plaidoyer pour l'harmonisation des procédures douanières et sanitaires

Réaffirmation de notre place dans l'Indo-océanie

Partie 3 – Préparation des Comores

L'Indo-océanie : insularité • économie bleue • vulnérabilité climatique • diaspora



Engagements des Comores

Promouvoir la langue et culture swahili

Accueillir des conférences économiques et scientifiques (2027)

Développer des partenariats universitaires (logistique, économie bleue, tourisme durable)



Conclusion



« Chers partenaires, nous avons un diagnostic lucide et une feuille de route concrète. Des axes d'intégration régionale dans l'agriculture, le recyclage, le tourisme, la logistique. Et des actions engagées : programmes agricoles, corridor maritime, Jeux de l'Océan Indien 2027. Les Comores reprennent leur place au cœur de l'Indo-océanie. Rejoignez-nous. »

Renforcer les échanges économiques entre les îles de l'Océan Indien occidental:

Etat des lieux, obstacles et opportunités concrètes de renforcement



Jérémie NONE, Directeur du développement international, EY Consulting


MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
du Trésor



Co-organisé par



Avec le soutien de



Du diagnostic à une feuille de route concrète

Contexte

L'Agence Française de Développement, sur financement de la Direction générale du Trésor (DG Trésor), a décidé d'appuyer l'élaboration d'une **étude sur le renforcement des échanges économiques** entre les îles de l'Océan Indien Occidental.

Objectifs

1. **Dresser un état des lieux** des échanges économiques (biens depuis 2015, services, investissements) et des mobilités de personnes entre La Réunion, Madagascar, Maurice et Mayotte au sein de l'océan Indien occidental.
2. **Identifier les facteurs favorisant ou entravant** le développement des échanges économiques et des mobilités humaines inter-îles.
3. **Élaborer une feuille de route à court, moyen et long terme** pour renforcer la coopération économique inter-îles et soutenir la promotion des bénéfices d'une meilleure intégration régionale.

Méthodologie

390 personnes mobilisées via **5** outils de collecte, méthodes d'analyse et participatives prospectives :

1. **120 personnes en entretiens** transversaux, comparatifs et lors des quatre visites de terrain.
2. **115 réponses à une enquête** auprès des principaux acteurs économiques de la région (56 réponses complètes).
3. **+150 personnes mobilisées lors de 3 ateliers** multi-acteurs et îles de mise en œuvre d'actions opérationnelles
4. **7 études de cas** (sectorielles et géographiques)
5. **4 analyses quantitatives** et **+100 documents** consultés

Co-organisé par

Avec le soutien de

Six principaux enseignements

- 1** La part régionale des échanges de biens **est marginale et en baisse sur dix ans**
- 2** Les îles de l'OIO importent majoritairement des **produits transformés et exportent des produits bruts**
- 3** La part régionale des échanges de services entre les îles **apparaît limitée**
- 4** Le tourisme inter-îles est majoritairement **non professionnel** et représente une part importante des mobilités dans l'OIO
- 5** **De nombreuses initiatives régionales, nationales et locales** concourent à renforcer les échanges économiques dans l'OIO
- 6** **De nombreux freins limitent ces échanges** (cadre réglementaire spécifique des RUP, faible connectivité, absence de dispositif de pilotage intégral et manque d'outils de suivi, autres)

Co-organisé par

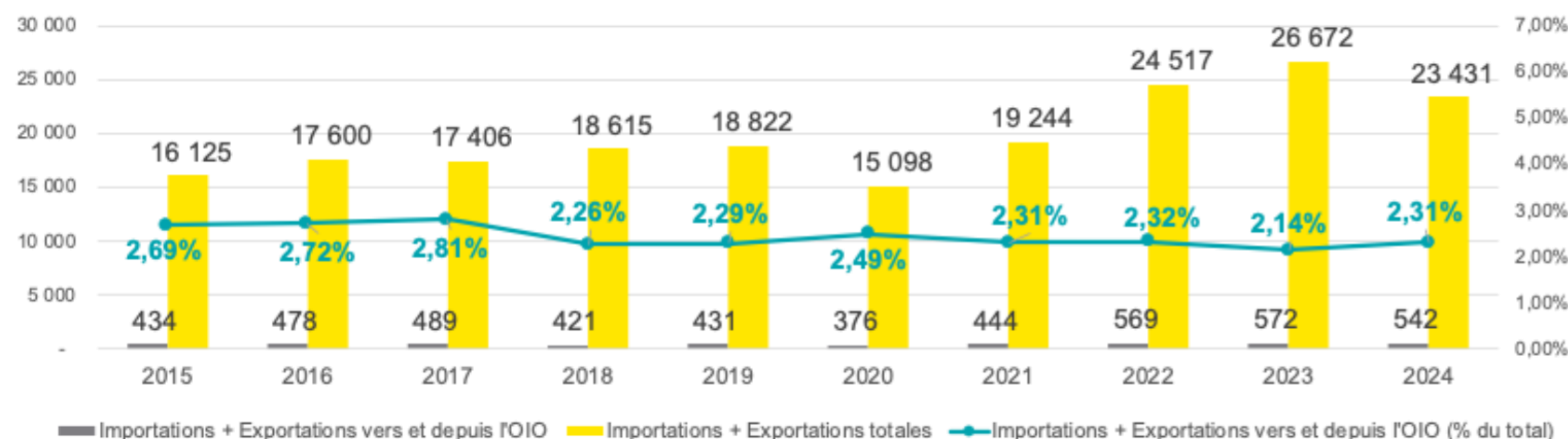
Avec le soutien de

1. Bilan des échanges

La part régionale des échanges de biens est marginale et en baisse sur dix ans

- La part du commerce intrarégional a baissé de 2,69 % en 2015 à 2,31 % en 2024.
- Les îles de l'OIO exportent proportionnellement davantage dans la région qu'elles n'importent localement (6,21 % du total des exportations contre 1,42 % du total des importations des îles en 2024 sont liés à la région).
- Les échanges commerciaux de l'OIO restent principalement tournés vers l'Europe (avec la France hexagonale en tête : près de 60% des importations de La Réunion et Mayotte en 2024), l'Asie (la Chine et l'Inde représentent près de 30% des importations de Madagascar et Maurice en 2024) et l'Amérique du Nord.

Evolution des importations et exportations des îles de l'OIO entre 2015 et 2024 (en M d'euros et % régional)



Sources : IEDOM, DGDDI, Banque de Madagascar, Statistics Mauritius, ITC

Co-organisé par

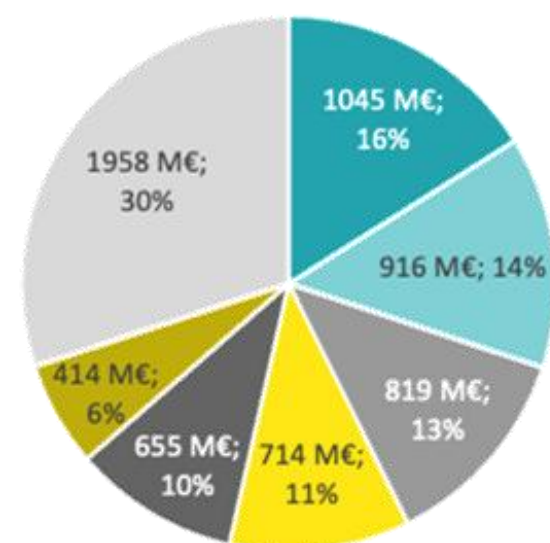
Avec le soutien de

Les îles de l'OIO importent majoritairement des produits transformés et exportent des produits bruts

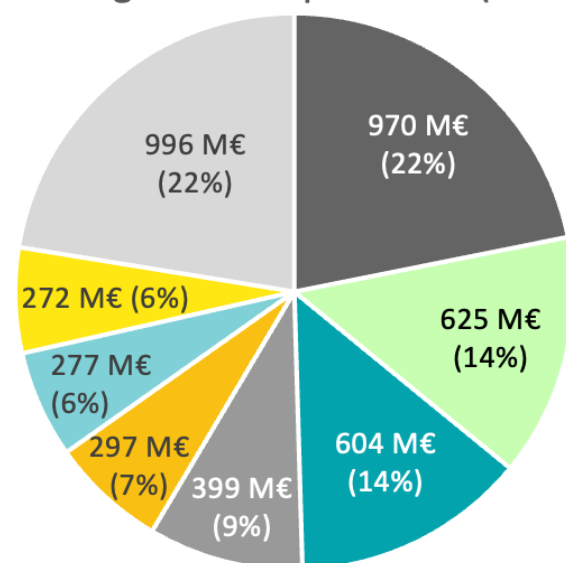
- Les îles de l'OIO **importent majoritairement des produits manufacturés** (machines, équipements de transport, etc.), des produits alimentaires transformés et des hydrocarbures.
- Elles **exportent avant tout des produits bruts et peu transformés** (denrées alimentaires, textiles, métaux, etc.).

Importations

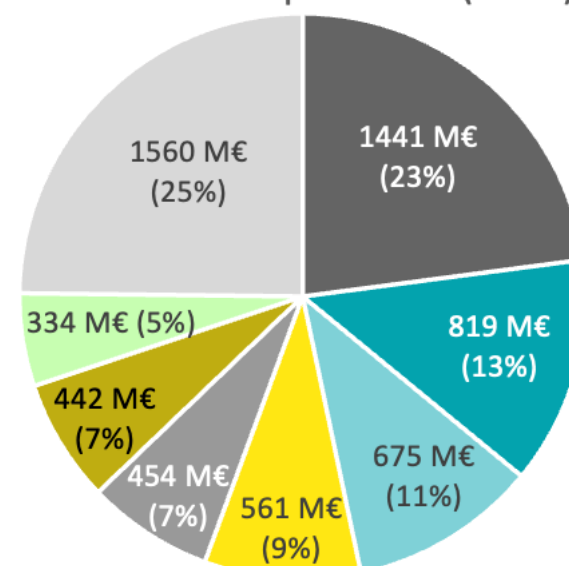
La Réunion - Importations (2024)*



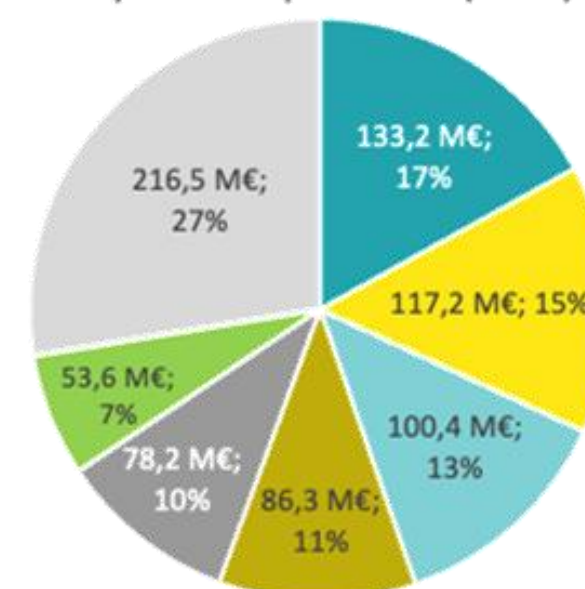
Madagascar - Importation (2024)



Maurice - Importation (2024)

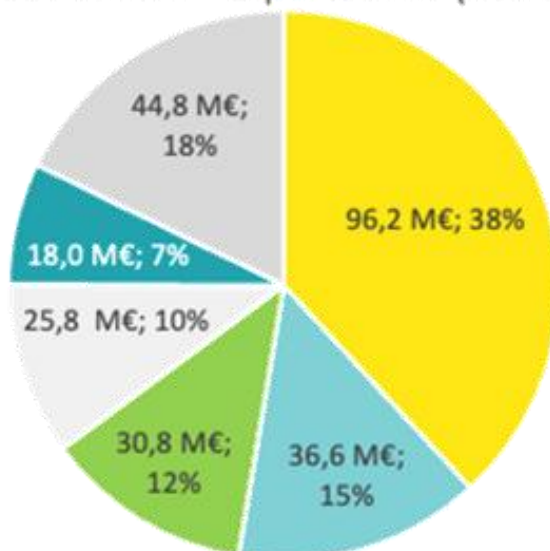


Mayotte - Importation (2024)*

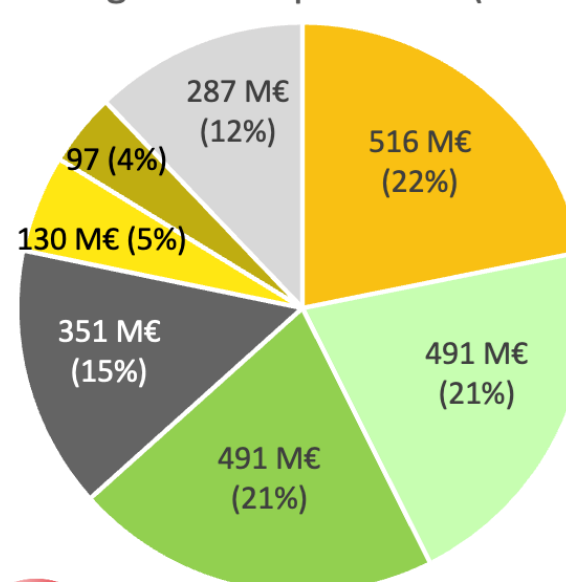


Exportations

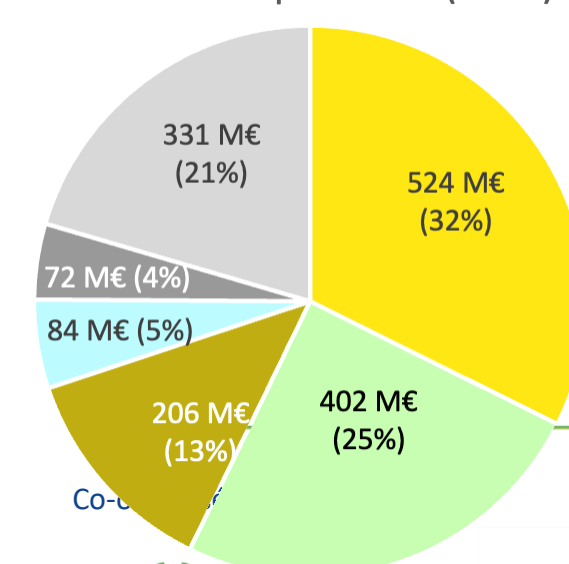
La Réunion - Exportations (2024)*



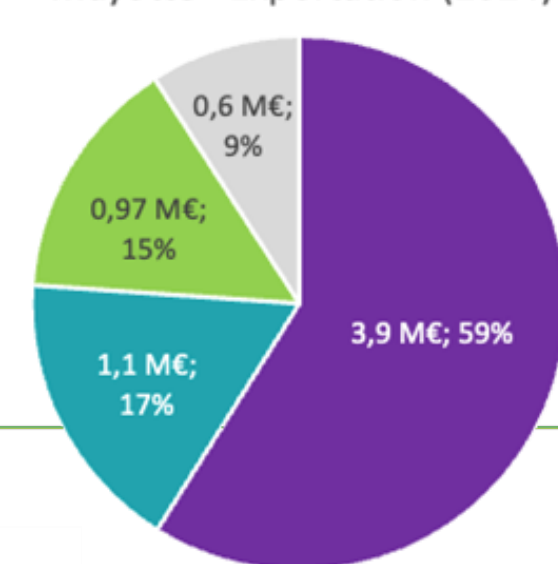
Madagascar - Exportation (2024)



Maurice - Exportation (2024)



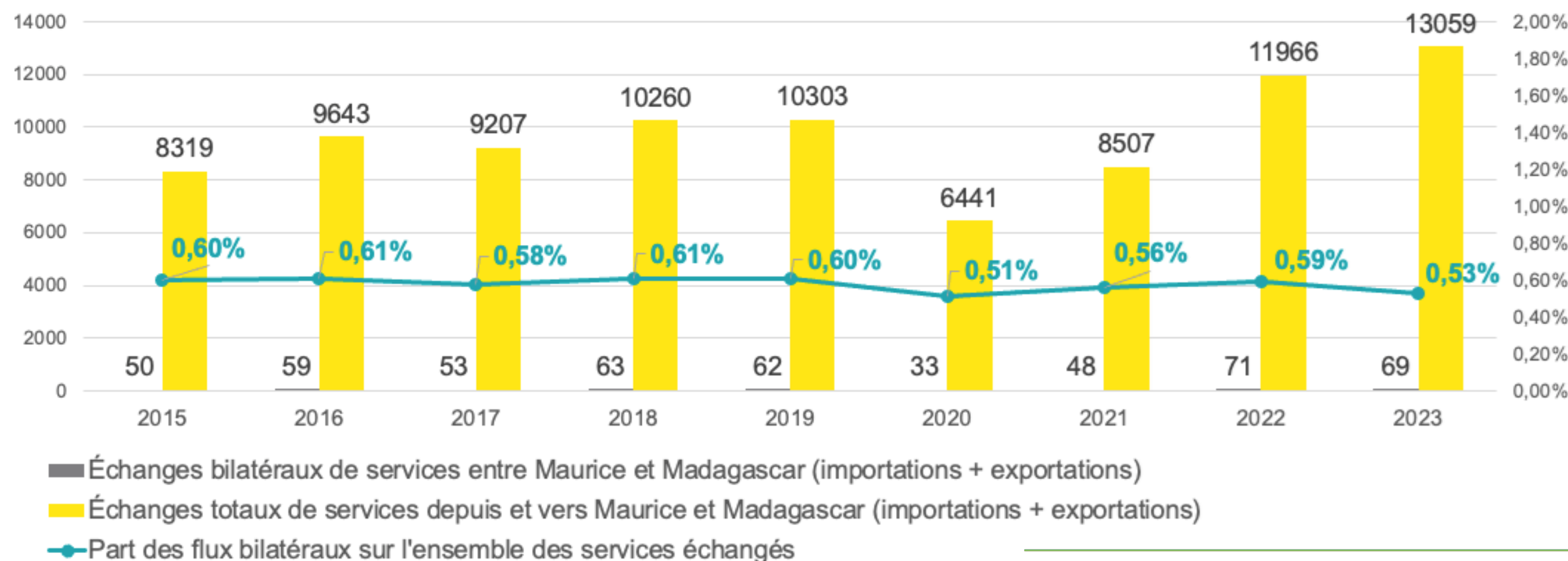
Mayotte - Exportation (2024)*



La part régionale des échanges de services entre les îles apparaît limitée

- Cette part oscille par exemple **entre 0,51 % et 0,61 %** dans les échanges entre Maurice et Madagascar sur la période 2015-2023.
- Les échanges régionaux de services étudiés concernent principalement les **dépenses liées au tourisme** (d'affaires ou de loisir), ainsi que les **services informatiques**.

Flux annuels de services entre Maurice et Madagascar entre 2015 et 2023 (millions d'euros et part bilatérale sur échanges totaux de services)



Eclairage comparatif avec les Caraïbes

Les petites îles insulaires de la Caraïbe sont confrontées **au même défi** de suivi des échanges de commerce, en particulier sur les services.

Pour y remédier, la communauté caribéenne (CARICOM) et la CNUCED ont signé en 2025 **un partenariat inédit** qui vise notamment à opérationnaliser la stratégie d'appui aux petits états insulaires en développement (SIDS), incluant **un renforcement des systèmes statistiques** des Etats membres du CARICOM en matière de suivi et d'analyse de commerce en services.

Co-organisé par

Source : OMC

Avec le soutien de

Des initiatives régionales, nationales et locales concourent à renforcer les échanges économiques dans l'OIO

Échelle mondiale et régionale

- Maurice et Madagascar intègrent des espaces de coopération et d'intégration économique africaines (**COMESA, SADC** et **ZLECAf**), qui excluent Mayotte et La Réunion, RUP de l'UE.
- La **COI** et l'**IORA** constituent des plateformes de dialogue inter-gouvernementale et de coopération importantes dans la zone de l'OIO.
- L'**APE UE-AfOA**, signé en 2012 et actuellement en cours de renégociation, favorise plus spécifiquement les échanges économiques dans la région.
- Deux **programmes INTERREG** visent à renforcer l'intégration des RUP dans leur environnement régional par des programmes de coopération opérationnels.

Échelle nationale et locale

- **Les entreprises locales** s'organisent en réseaux d'échanges et de réflexion afin de renforcer les liens économiques entre les territoires (**Cap Business OI, CEOI, Club Export, Business Mauritius, SIM, GEM**, etc.). **Rôle croissant des agences de développement** de Maurice et de Madagascar (**EDBM**).
- Les **DROM**, dont les compétences en matière d'action internationale ont été progressivement élargies, occupent un rôle grandissant dans la structuration et la coordination de la coopération économique régionale (CoSIE, etc.). Ils sont appuyés opérationnellement par leurs **agences de développement économique** (Réunion Développement, ADIM, etc.) et le **réseau de la Team France Export dans les territoires** (CCI, Bpifrance, Business France, etc), en plus d'opérateurs publics (AFD, etc).
- La France a mis en place des instances de coordination (**Conférence de coopération régionale**, etc.), une architecture diplomatique (**ambassadeurs** à la coopération régionale.) et des dispositifs de financement dédiés à la coopération régionale des Outre-mer.

Co-organisé par

Source : OMC

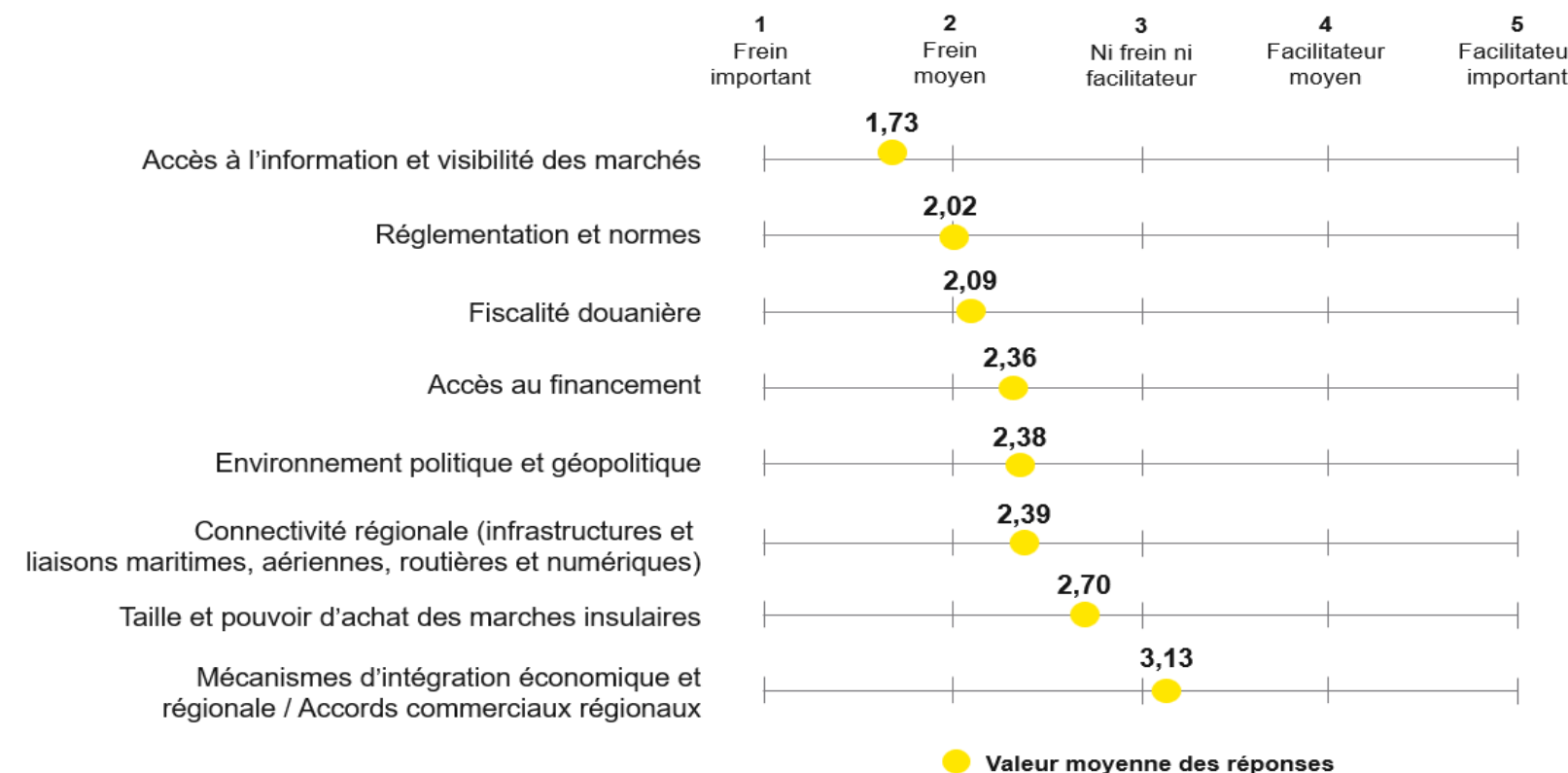
Avec le soutien de

2. Freins aux échanges

Des freins multi-formes aux échanges économiques

- Tous les facteurs testés dans l'enquête sont estimés **comme des freins** plutôt que des facilitateurs, avec une intensité toutefois variable, et à l'exception du facteur « mécanismes d'intégration économique et régionale / les accords commerciaux régionaux ».
- Les freins les plus marqués** concernent l'accès à l'information et la visibilité des marchés (moyenne de 1,73), ainsi que la réglementation et les normes (2,02) et la fiscalité douanière (2,09), tous identifiés comme **des freins moyens** par les acteurs interrogés.

Évaluation des facteurs influençant les échanges commerciaux dans l'océan Indien occidental



*Élaboration EY – Source : Enquête en ligne
"Étude sur le renforcement des échanges
économiques entre les îles de l'Océan
Indien occidental" (56 répondants)*

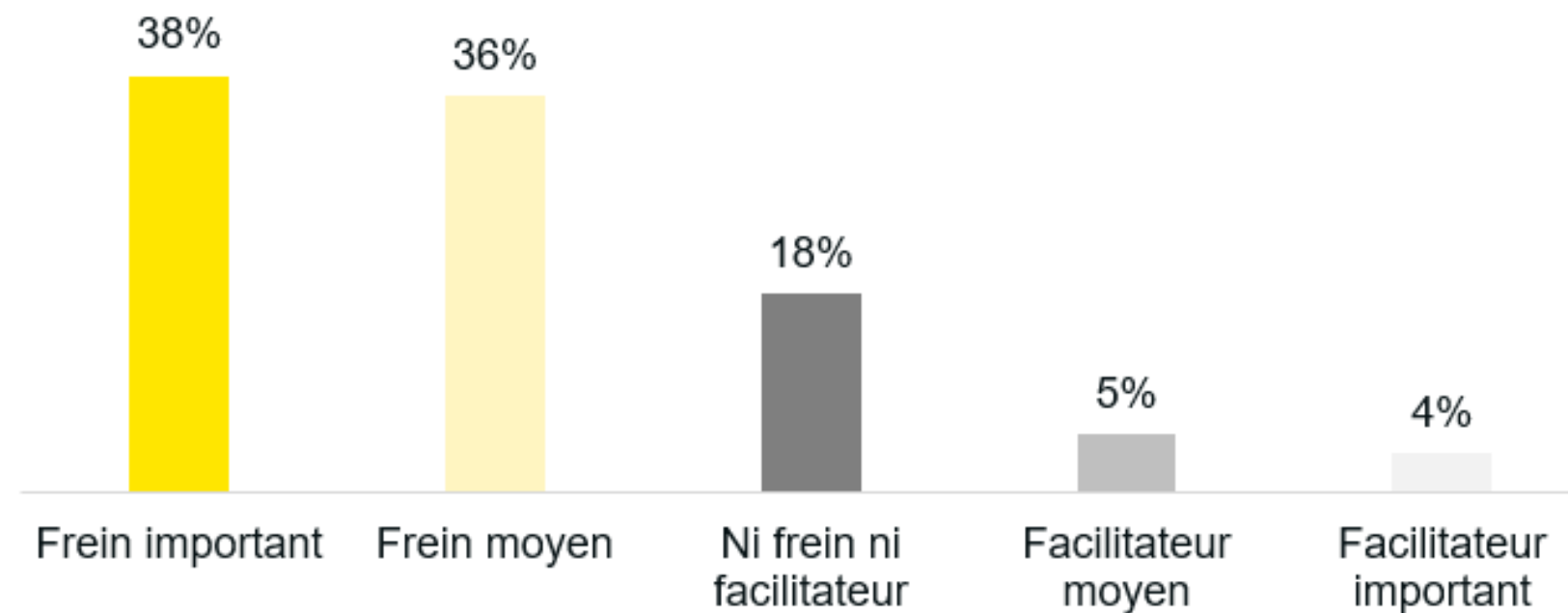
Co-organisé par

Avec le soutien de

Le cadre juridique et normatif spécifique des RUP peut s'avérer être un défi pour les échanges régionaux de La Réunion et Mayotte

- **Les barrières tarifaires et non tarifaires** limitent la fluidité des échanges des exportateurs étrangers avec Mayotte et La Réunion (régime fiscal de l'octroi de mer ou la TVA, normes SPS, OTC)
- **L'accord UE-AfoA ne favorise pas à date pleinement la coopération commerciale** entre les quatre îles.
- **Le manque de fluidité** pour accéder aux îles françaises freine les déplacements de professionnels et d'acteurs institutionnels, contrairement à Maurice et Madagascar où des régimes d'entrée plus permissifs facilitent davantage les dynamiques régionales.

Évaluation du facteur « Réglementation et normes » comme facilitateur / frein aux échanges commerciaux



Élaboration EY – Source : Enquête en ligne "Étude sur le renforcement des échanges économiques entre les îles de l'Océan Indien occidental" (56 répondants)

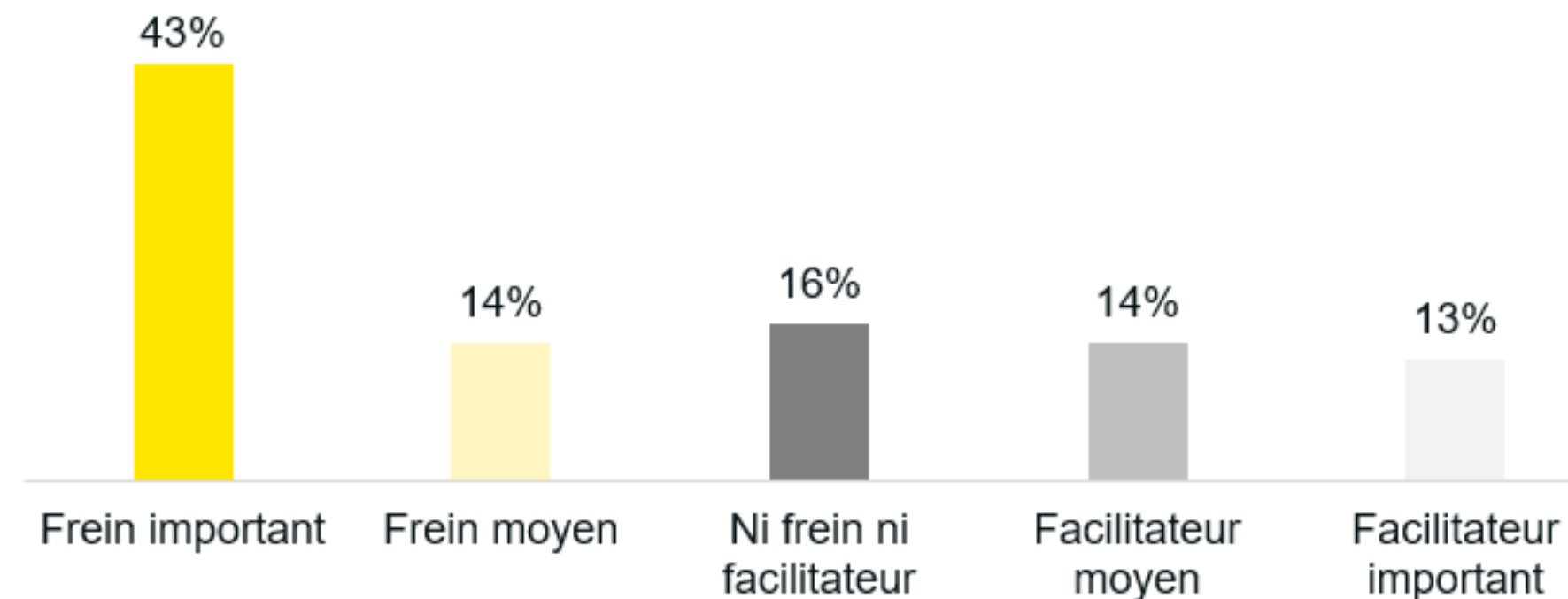
Co-organisé par

Avec le soutien de

La faiblesse de la connectivité régionale, faute d'infrastructures adaptées et d'une vision commune, freine la création d'un corridor économique

- Les liaisons maritimes, aériennes et numériques sont **inégalement développées et coûteuses**. Ces contraintes sont exacerbées par des **infrastructures locales inadaptées**, malgré des investissements en cours, et un besoin de davantage de coordination inter-île (ex: absence de compagnies régionales).
- Les îles présentent des vulnérabilités **socio-économiques différentes** qui peuvent s'avérer être **asymétriques**, compliquant la formulation de projets ou de stratégies économiques communes. Ces vulnérabilités freinent notamment les investissements inter-îles.

*Évaluation du facteur « Connectivité régionale (infrastructures et liaisons maritimes, aériennes, routières et numériques) »
comme facilitateur / frein aux échanges commerciaux*



*Élaboration EY – Source : Enquête en ligne
"Étude sur le renforcement des échanges
économiques entre les îles de l'Océan
Indien occidental" (56 répondants)*

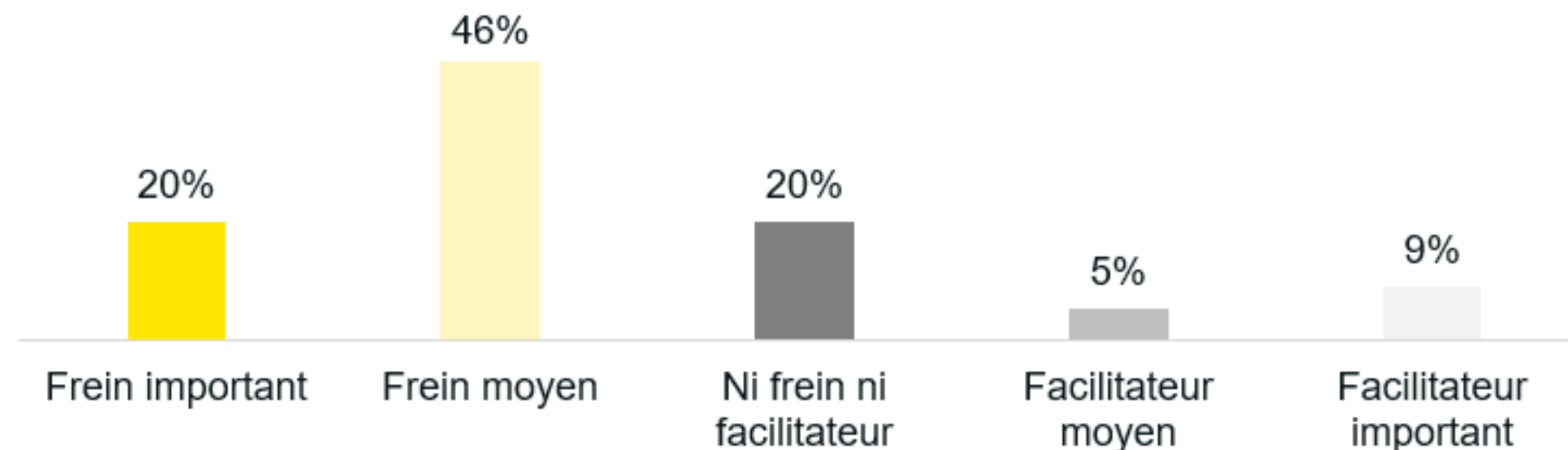
Co-organisé par

Avec le soutien de

Une coopération régionale freinée par la fragmentation politique et des moyens opérationnels limités

- Le dispositif de pilotage et d'accompagnement des échanges inter-îles **ne s'appuie pas sur un mécanisme couvrant l'ensemble des modalités et acteurs concernés**. La **concertation inter-acteurs a connu des évolutions positives** mais reste à poursuivre pour une meilleure cohérence.
- Le pilotage de la coopération inter-îles ne repose pas sur un accord de coopération global entre les quatre îles**, ni sur une vision partagée d'ensemble et sur une feuille de route opérationnelle, assortie d'un cadre de suivi.
- Les modalités de suivi des relations économiques sont fragmentées** : une méconnaissance des complémentarités entre les marchés insulaires accentuée par le manque de collecte de données économiques, ainsi que des avantages offerts par les ALE entravent la dynamique d'intégration régionale. Cette collaboration encore limitée **réduit la portée des actions opérationnelles** et des **dispositifs de financement** : l'accès aux financements demeure limité pour de nombreux acteurs locaux (manque de visibilité).

Evaluation du facteur « Environnement politique / géopolitique » comme facilitateur / frein aux échanges commerciaux



Élaboration EY – Source : Enquête en ligne "Étude sur le renforcement des échanges économiques entre les îles de l'Océan Indien occidentale" (56 répondants)

Co-organisé par

Avec le soutien de

3. Opportunités concrètes de renforcement

Cinq recommandations stratégiques

1

Formaliser une vision stratégique synthétique et partagée des échanges économiques entre les îles de l'Océan Indien occidental en favorisant sa déclinaison opérationnelle et pragmatique

1. Formaliser une vision stratégique synthétique et appropriée.
2. Privilégier une approche pragmatique pour décliner cette vision.

2

Améliorer le pilotage et la concertation inter-acteurs, notamment avec une approche thématique/sectorielle ainsi que le suivi des relations économiques inter-îles

1. Poursuivre les efforts de concertation inter-acteurs, recherche de complémentarité et division optimale du travail avec un pilotage par thématique/ filière sectorielle.
2. Renforcer la recherche de synergies en orientation sur des projets concrets.
3. Effectuer un suivi renforcé des échanges économiques.

3

Optimiser les dispositifs de financements et de soutien aux relations économiques inter-îles en les ciblant sur des objectifs prioritaires

1. Recenser et améliorer le ciblage des dispositifs de financements aux relations économiques inter-îles autour de thématiques/ secteurs prioritaires.
2. Améliorer la valorisation et la mobilisation des dispositifs de soutien technique existants aux relations économiques inter-îles.
3. Renforcer les efforts conjoints de promotion des échanges économiques, de communication et de visibilité.

4

Poursuivre les efforts de coopération et d'intégration économique pour réduire les obstacles aux échanges.

1. Continuer les efforts de renforcement de la coopération et de l'intégration notamment en termes de facilitation des échanges et de coopération douanière.
2. Favoriser la mobilité inter-îles.
3. Améliorer la connectivité régionale et d'autres formes d'intégration physique.
4. Améliorer les investissements croisés, l'intégration et la coopération financière inter-îles.

5

Améliorer les efforts de sécurisation de chaînes d'approvisionnement, de complémentarité et de structuration de filières régionales

1. Approfondir le travail d'identification des secteurs de complémentarité à l'échelle régionale et capitaliser sur les expériences passées
2. Accompagner la structuration de chaînes de valeur régionale dans certains secteurs stratégiques en matière agricole, d'économie circulaire et d'économie numérique

Co-organisé par

Avec le soutien de

Actions prioritaires

1. Privilégier une **approche pragmatique orientée sur les résultats** :

- Gouvernance mixte publique-privée agile. Pilotage en groupes de travail par thématique et filière
- Capitaliser sur les structures et liens existants avec désignation de points focaux par île
- Nombre réduit de chantiers prioritaires actionnables. Cadre de suivi simple avec un nombre limité d'indicateurs.

2. Produire un **tableau de Bord pour le suivi** des échanges économiques.

3. **Formaliser l'association régionale des agences de promotion** des investissements de l'océan Indien, soutenir son opérationnalisation et la mise en place de premiers travaux (guide de l'investissement).

4. Renforcer la **promotion des échanges économiques** :

- Concrétisation du projet de création de chambres de commerce bilatéral (Maurice-Madagascar)
- Mise en place de délégations d'affaires communes, de bureaux communs à l'étranger
- Mise en place d'un calendrier unique régional des forums d'affaires en veillant à leur additionnalité et l'articulation des événements.

Co-organisé par

Avec le soutien de

Actions prioritaires

5. **Achever les négociations de l'accord** de partenariat économique modernisé UE-AfOA, s'assurer de sa mise en œuvre effective et effectuer un suivi régulier en prenant mieux en compte les spécificités des îles l'OIO.
6. **Renforcer le dialogue entre les Douanes de la région, la facilitation des échanges** (procédure « fast track » des entreprises certifiées, guichet unique « conformité et normes) **et la connectivité** (échanges à relancer sur ligne régionale de cabotage de fret maritime dimensionnée aux besoins réels, cartographie de la demande sur l'aérien).
7. **Simplifier l'accès au territoire** pour les ressortissants de la COI en mission professionnelle en visant en priorité les filières stratégiques de coopération régionale, faciliter la mobilisation de compétences avec cadre clair et mutualisé, créer des programmes de mobilité des jeunes.
8. **Approfondir le travail de cartographie des filières et chaînes de valeur prioritaires**, l'identification des complémentarités régionales à trouver. Mettre en place trois pilotes inter-îles (agricole, économies circulaire et numérique) et un programme "Impact Stories" .

Co-organisé par

Avec le soutien de

PRESENTATION DE L'APE ENTRE UE ET AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE APE UE-AfOA5

De la fragmentation à la puissance régionale organisée: Implications, opportunités, défis



Ioannis Pavlos EVANGELIDIS, Chargé d'Affaires a.i.
de l'Union européenne aux Comores



Co-organisé par



Avec le soutien de



- **Un monde fragmenté qui replace l'océan Indien au centre du jeu**
- Tensions sur les **routes maritimes**, reconfiguration des **chaînes d'approvisionnement**, compétition pour les **ressources critiques**
- Recherche accrue de **résilience énergétique, alimentaire et logistique** de la part de tous les acteurs
- L'OIO, espace stratégique reliant **Afrique, Golfe, Asie du Sud et du Sud-Est**: d'une périphérie à un espace central de connectivité
- **Une région fragmentée face à des défis communs**
- Échanges intra-régionaux **faibles** et en baisse tendancielle (2,31 % en 2024) ; **fragmentation institutionnelle** (COMESA, SADC, ZLECAf, COI, IORA)
- L'APE UE–AfOA5 : **partenariat de co-construction** avec 5 pays (dont 4 OIO), appliqué **depuis 2012** (Comores : 2019) — en cours d'approfondissement

L'APE comme socle d'intégration: un cadre stable, prévisible et crédible



Co-organisé par



Avec le soutien de



Le rôle de l'UE dans l'océan Indien

- **Une légitimité fondatrice : l'UE, projet d'intégration par essence**
- L'UE est née d'un projet historique de mise en cohérence de marchés, règles, infrastructures et intérêts — un savoir-faire transposable
- **Un partenaire pluridimensionnel déjà engagé dans la sous-région**
- À la fois **partenaire commercial, investisseur, bailleur, partenaire de sécurité** et soutien de long terme aux organisations régionales (notamment la COI)
- Action couvrant : **sécurité maritime, pêche durable, économie bleue, connectivité, résilience climatique, gouvernance économique**
- **Une contribution concrète à la sécurité des routes maritimes**
- Opération **EUNAVFOR Atalanta** — mandat **prolongé jusqu'en 2027** : la sécurité maritime conditionne fluidité commerciale, stabilité logistique et attractivité

L'UE comme passerelle : Afrique ↔ Indo-Pacifique, commerce ↔ sécurité ↔ durabilité



Co-organisé par



Avec le soutien de



Résultats concrets de l'APE intérimaire (APEi)

- Accès total au marché européen: 0 droits, 0 quotas pour tous les produits
 - Plus de 50 % du commerce UE–ESA réalisé avec les 5 pays AfOA5
 - Taux d'utilisation des préférences proches de 100 % pour Madagascar et Maurice
- Message clé : Un partenariat équilibré, en croissance, et fondé sur des règles**

Chiffres clés — UE/AfOA5 (2024)

+31 %

Hausse des échanges
depuis 2012

**€ 4,9
Milliards**

Commerce total

**€ 2,4
Milliards**

Export. AfOA5 → UE

**€ 2,5
Milliards**

Import. UE → AfOA5



Co-organisé par



Avec le soutien de



Architecture de l'accord — principe d'asymétrie

Accès UE total et immédiat · ouverture progressive côté AfOA, avec produits sensibles exclus

Madagascar	Maurice	Seychelles	Comores
Viandes, lait, fromages Produits de la pêche Légumes, céréales Huiles, sucre, cacao Boissons, tabac Produits chimiques Textiles, métaux, meubles	Animaux vivants, viandes Graisses, préparations Produits chimiques Plastique, caoutchouc Cuir, fer et acier Électronique de consommation	Viandes Produits de la pêche Boissons, tabac Articles en cuir Verre, céramique Véhicules	Voitures particulières (sauf $\leq 1\,000\text{ cm}^3$, EV) jusqu'à 900 000 KMF/unité Boissons alcooliques bières, vins, spiritueux droit : 20 %



Co-organisé par



Avec le soutien de



Bilan critique : un succès partiel et asymétrique

Réussites concrètes (LSE 2021)

- **Madagascar** : exportations vers l'UE doublées entre 2012 et 2018
- **Maurice** : e-licensing, modernisation réglementaire, DPI
- **Seychelles** : 89 % des importations UE = produits de la pêche
- **Règles d'origine** : assouplissement acté en 2020 (cumulation, flexibilité)

Limites identifiées

- Bénéfices **inégalement répartis** selon les pays et les filières
- Intégration **intra-régionale faible** : 5 accords bilatéraux parallèles
- Appropriation par le **secteur privé** et la cumulation encore partielles
 - Faible couverture des **services, investissements, numérique**



Co-organisé par



Avec le soutien de



Réussites concrètes pour le secteur privé (4 îles OIO)

 Comores	 Madagascar	 Maurice	 Seychelles
Agriculture de niche Vanille, ylang-ylang, girofle → marché UE Économie bleue Pêche artisanale, aquaculture, programme UE 8 M€	Textile & habillement Exportations vers l'UE doublées (2014–2018) Agro-alimentaire Vanille, épices, cacao → valorisation IG	Hub de services Plateforme e-licensing, appui UE 10 M€ Plateforme d'investissement Porte d'entrée régionale pour les IDE	Pêche & transformation Thon : 89 % des exports vers l'UE, programme UE 10 M€ Tourisme premium Montée en gamme, infrastructures durables

L'APE approfondi : d'un accord commercial à un outil de transformation

Commerce des marchandises

Accès au marché, règles d'origine, douanes, assistance douanière

Agriculture, pêche & aquaculture

Partenariat agricole, coopération pêche et aquaculture

DPI, concurrence & marchés publics

Propriété intellectuelle, indications géographiques, règles de concurrence, transparence

Règlement des différends

Mécanisme de règlement des différends, organes institutionnels

Mesures non tarifaires

OTC (obstacles techniques), mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)

Services, investissement & numérique

Commerce des services, libéralisation des investissements, commerce numérique

Commerce & développement durable

Travail, environnement, engagements internationaux, coopération

Impact attendu

Une demande des pays AfOA depuis 2019 · négociations en cours, signature attendue en 2026

Opportunités sectorielles pour le secteur privé

Agroalimentaire

- Exportations de produits transformés (vanille, thon, sucre, épices)
- Valorisation via indications géographiques

Textile et habillement

- Accès préférentiel au marché UE
- Intégration dans les chaînes d'approvisionnement européennes

Économie bleue

- Pêche durable et transformation locale
- Opportunités dans l'aquaculture

Services et numérique

Externalisation de services (BPO, TIC)
Développement du commerce digital

Tourisme

Montée en gamme de l'offre
Investissements dans des infrastructures durables



Co-organisé par



Avec le soutien de



L'UE en accompagnement : Global Gateway en action

- **Comores** : Programme d'Accélération de l'Intégration Économique — **8 M€**
(2026), APILE — **6 M€**
- **Maurice** : e-licensing, propriété intellectuelle — **10 M€**
- **Madagascar** : appui à l'agence de promotion des exportations — **10 M€**
- **Seychelles** : diversification, mise en relation investisseurs — **10 M€**

Un partenariat durable pour des bénéfices mutuels



Co-organisé par



Avec le soutien de



Zoom Comores : programme APILE en action

Wutamu — cosmétique & savons

Croissance

Chiffre d'affaires × 2 en un an (+108 % en 2024)

Marché B2B

27 000 savons/an à 8 hôtels de luxe (Itsandra, Retaj...)

Export pilote & ZLECAF

Maurice livré · Côte d'Ivoire, Tanzanie ciblés

Normes

BPF, label « Authentic Comoros », ISO 22716

Inter Agricom — provende avicole

Innovation technique

6 formules avicoles validées, « zéro mortalité »

Compétitivité prix

Sac local 10 500 KMF vs importé 11 500 KMF (–1 000)

Souveraineté alimentaire

Substitution d'importations (80 % des produits animaux)

Structuration de filière

Interprofession Avicole Comorienne (IAC), nov. 2025



Co-organisé par



Avec le soutien de



Recommandations — un appel à l'action partagé

Pour le secteur privé

- S'approprier les **préférences tarifaires** et utiliser la cumulation régionale
- Investir dans la **conformité SPS** et la montée en gamme
- Se regrouper en **filières régionales** et valoriser les indications géographiques

Pour les pouvoirs publics

- Finaliser l'**APE approfondi** en 2026 (objectif Maurice)
 - Renforcer la **coopération douanière** et la facilitation des échanges
- Aligner avec les **recommandations EY** (intégration, connectivité, filières)
- Mobiliser le **Global Gateway** pour les investissements verts et durables



Co-organisé par



Avec le soutien de



Programme d'action 2026 — cinq chantiers prioritaires

Pour passer de la coopération déclarative à un programme d'action, cinq chantiers visibles et transformateurs — activables dès 2026 :

1. Une feuille de route de facilitation commerciale

Corridors performants, guichets uniques, certificats électroniques, reconnaissance mutuelle des normes

2. Une plateforme régionale d'opportunités d'affaires

Information consolidée, mise en relation, visibilité des appels d'offres et financements régionaux

3. Un agenda ciblé de mobilité économique

Visas d'affaires simplifiés, mobilité des compétences, connectivité aérienne comme infrastructure régionale

4. Quelques projets pilotes interrégionaux rapidement activables

Agro-transformation, économie bleue, paiements transfrontaliers, services numériques, énergie

5. Un mécanisme public-privé de suivi des blocages

Dialogue centré sur la résolution concrète des obstacles, pas sur le constat



Co-organisé par



Avec le soutien de



Un choix stratégique, non idéologique

Soit la région s'organise en **espace économique plus intégré, plus sûr, plus fluide et plus prévisible** ; soit elle reste une **périphérie fragmentée**, dépendante de décisions prises ailleurs.

L'APE approfondi comme catalyseur :

Aligne les cadres réglementaires · Fluidifie les échanges · Stimule investissement et services · Renforce l'intégration régionale

Vision :

Passer de **marchés fragmentés** ➡ à une **puissance régionale organisée** : intégrée, compétitive, attractive.



Co-organisé par



Avec le soutien de



Q & A



Co-organisé par



Avec le soutien de



LES MISSIONS ECONOMIQUES DE LA FRANCOPHONIE AU SERVICE DES ECHANGES DANS L'OI



Traian Laurentiu HRISTEA, Représentant de
l'Organisation internationale de la Francophonie pour
l'océan Indien

L'OIF et l'océan Indien : ancrage régional

90 États et gouvernements membres sur les 5 continents

6 Etats membres et observateur dans l'océan Indien : Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Communautés et Départements relevant de la France et Mozambique (observateur)

Actions politiques et coopération dans plusieurs domaines :

- Education, langue française, diversité culturelle et linguistique
- Paix, démocratie et droits de l'Homme
- Economie, numérique et développement durable



Co-organisé par



Avec le soutien de



L'OIF et l'océan Indien : ancrage régional

L'espace francophone représente :

17,5 % de la population mondiale

16,5 % du PNB mondial

20 % du commerce mondial de marchandises

14 % des réserves mondiales de ressources minières et énergétiques

Le français est la 3^{ème} langue des affaires et la 4^{ème} langue sur Internet

Zone océan Indien : 6 membres OIF (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Communautés et Départements relevant de la France et Mozambique) — **marché régional de plus de 30 millions de consommateurs francophones**

Co-organisé par



Avec le soutien de



L'OIF et l'océan Indien : stratégie économique

Un cadre privilégié pour renforcer les échanges entre les îles de l'océan Indien et avec les autres régions francophones : Amériques, Europe, Asie, Afrique, Moyen-Orient, Caraïbes.

Espace économique francophone = plateforme d'échange, de dialogue et de coopération autour de projets structurants

Stratégie économique pour la Francophonie 2022-2026 :

1. Intensifier les échanges commerciaux et les investissements ;
2. Stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation,
3. Capitaliser sur l'économie numérique et l'intelligence artificielle
4. S'appuyer sur les politiques publiques fortes
5. Renforcer le plaidoyer francophone

Co-organisé par



Avec le soutien de



L'OIF dans l'océan Indien : acteurs et dispositifs

Au sein de l'OIF, la Direction de la Francophonie économique et numérique (DFEN) pilote la promotion des échanges commerciaux avec le soutien des Représentations régionales dont la REPOI pour l'océan Indien.

3 volets de mise en œuvre concrète sur le terrain :

1. Missions économiques
2. Plateforme « Entreprises en Francophonie »
3. Plaidoyer francophone

Co-organisé par



Avec le soutien de



Les missions économiques de la Francophonie

Objectifs :

Promouvoir les pays francophones comme destinations attractives

Faciliter le développement et la diversification de partenariats et la signature de contrats

Caractéristiques :

RdV annuel (juin) : MEF dans un pays membre choisi à l'issue d'un AMI

Cohorte en moyenne de 100 PME internationales provenant de 30 pays de toutes les régions francophones

Secteurs à fort potentiel de transformation et de création d'emplois : agroalimentaire, numérique, énergies renouvelables, ICC, tourisme durable

Mission retour :

Signature de contrats

Co-organisé par



Avec le soutien de



Les missions économiques de la Francophonie

Bilan des 6 éditions menées depuis 2022 :

Asie du Sud-Est, Afrique centrale, Moyen-Orient, Europe centrale et orientale,
Amérique du Nord, Afrique de l'Ouest

Environ **2 000 entreprises participantes** ciblées venant d'une trentaine de pays francophones

Plus de **5 000 rencontres B2B personnalisées**

Plus de **100 accords** conclus générant un chiffre d'affaires additionnel de plus de 45 millions d'euros entre PME

Pour l'océan Indien : 24 structures dont 2 Institutions, 2 Coopératives et 20 entreprises de Madagascar, Comores et Maurice

Collaboration en cours entre 2 entreprises

Madagascar – Cambodge

Madagascar – Rwanda



Co-organisé par



Avec le soutien de



MEF à Djibouti : une opportunité pour les opérateurs de l'OI



Scannez ce QR Code pour plus d'informations : <https://missions-economiques.djibouti.francophonie.org/>

Co-organisé par



Avec le soutien de



MEF à Djibouti : une opportunité pour les opérateurs de l'OI

Avantages de Djibouti :

Stabilité politique et sécuritaire

Point de convergence des principales routes maritimes et hub de fret multimodal

Point de passage de 12 câbles sous-marins internationaux

Porte d'entrée vers les marchés de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA, 21 pays membres) — dont Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles et de l'APE EU-AfOA5, avec 600 millions de consommateurs

Protection des investissements : 2^{ème} place de la liste des 192 pays évalués en la matière

Fort soutien des PTF internationaux : BM UE, BAD, AFD, etc.

Exonération fiscale totale en faveur des implantations dans « DIFTZ » (Djibouti International Free Trade Zone)



Scannez ce QR Code pour vous inscrire :

Co-organisé par



Avec le soutien de



MEF à Djibouti : une opportunité pour les opérateurs de l'OI

Secteurs ciblés :

Secteurs prioritaires : Transport de marchandises et logistique, Numérique, Energies renouvelables

Secteurs d'exploration : Santé avec un focus sur la fourniture de médicaments et d'équipements hospitaliers, les services de santé connectée, la formation et Tourisme durable

Bénéfices pour les entreprises participantes :

Pas de frais d'inscription, prise en charge des frais de services de conférence, restauration, transport local en bus

Accompagnement expert pour préparer les B2B sur place, accès facilité aux officiels et responsables de l'écosystème local, suivi de la participation des entreprises avec l'organisation d'une mission retour pour concrétiser les discussions initiées lors de la mission principale et conclure des accords

Seuls frais pour les participants internationaux : avion + hôtel à prix négocié par l'OIF.

NB : Possibilité d'une prise en charge totale (hébergement+50% du transport international) par l'OIF pour les dossiers de qualité.

Co-organisé par



Avec le soutien de



Outils complémentaires : Plateforme « Entreprise en Francophonie » et Plaidoyer francophone



Soutien aux entreprises francophones pour leur développement et leur mise en réseau en ligne, avec des services gratuits :

Information économique (fiche-pays, lettre d'information mensuelle)

Autodiagnostic, formation et accompagnement (mentorat) pour le développement international des entreprises

Mise en relation au sein d'une communauté des entreprises francophones

<https://entreprises.francophonie.org>



Scannez ce QR Code pour accéder à la plateforme en ligne.

Co-organisé par



Avec le soutien de



Outils complémentaires : Plateforme « Entreprise en Francophonie » et Plaidoyer francophone

Plateforme « Entreprises en Francophonie »
Une initiative de l'Organisation internationale de la Francophonie

Un espace collaboratif pour



Favoriser
les mises en relation
entre entreprises



Accéder
à des outils et ressources
clés pour l'international



Participer
à des événements
économiques ciblés



Partager
des expériences et bonnes
pratiques entre pairs

Ce que vous y trouverez



**Un annuaire
interactif**
des membres et des
communautés thématiques



**Un centre
de ressources**
(guides, webinaires,
fiches-pays...) clés
pour l'international



**Un outil
d'autodiagnostic**
de votre maturité
à l'international



**Un portail
d'opportunités
d'affaires**

À propos de la plateforme

Entreprises en Francophonie est une plateforme numérique d'appui au développement international des entreprises francophones. Développée à la demande des entreprises, elle offre des services complémentaires répondant aux besoins d'information, de formation et de mise en relation des entreprises en lien avec leurs objectifs d'internationalisation (importation, exportation, investissements à l'étranger etc.)

 Je souhaite faire mon
Autodiagnostic

**Inscrivez-vous pour
rejoindre la
communauté**




Scannez ce QR Code
pour accéder à la
plateforme en ligne

Co-organisé par



Avec le soutien de



Fiche pratique



Etude de marché
Ce document sur L'étude de marché présente son rôle et ses étapes pour...

Région
Monde entier

Secteur
Tous les secteurs

En savoir plus →

Table-ronde 1: Encourager les échanges dans la zone ocean Indien

Outils complémentaires : Plateforme « Entreprise en Francophonie » et Plaidoyer francophone

Les services proposés

Rejoignez une plateforme francophone pour dynamiser la croissance de votre entreprise ! Accédez à l'annuaire des entreprises et à une bibliothèque de ressources. Participez à des événements exclusifs et échangez avec des professionnels. Évaluez votre maturité internationale avec l'outil d'autodiagnostic.

Annuaire des membres →

Découvrir les communautés →

Autodiagnostic →

Découvrir →

Communautés

Opportunités

Ressources

Événements

Les services proposés

Rejoignez une plateforme francophone pour dynamiser la croissance de votre entreprise ! Accédez à l'annuaire des entreprises et à une bibliothèque de ressources. Participez à des événements exclusifs et échangez avec des professionnels. Évaluez votre maturité internationale avec l'outil d'autodiagnostic.

Conférence →

Webinaire →

Missions économiques →

Découvrir →

<

Communautés

Opportunités

Ressources

Événements

Les services proposés

Rejoignez une plateforme francophone pour dynamiser la croissance de votre entreprise ! Accédez à l'annuaire des entreprises et à une bibliothèque de ressources. Participez à des événements exclusifs et échangez avec des professionnels. Évaluez votre maturité internationale avec l'outil d'autodiagnostic.

Appel à manifestation d'intérêt (AMI) →

Offre de partenariat →

Appels à candidatures →

Marchés publics / Appels d'offres →

Missions économiques →

Découvrir →

<

Communautés

Opportunités

Ressources

Événements

Les services proposés

Rejoignez une plateforme francophone pour dynamiser la croissance de votre entreprise ! Accédez à l'annuaire des entreprises et à une bibliothèque de ressources. Participez à des événements exclusifs et échangez avec des professionnels. Évaluez votre maturité internationale avec l'outil d'autodiagnostic.

Etude de marché →

Fiche pays →

Vidéo →

Webinaire →

Rapport et analyse →

Publication →

Découvrir →

<

Communautés

Opportunités

Ressources

Événements

Co-organisé par



Avec le soutien de



Le plaidoyer francophone

- Objectif : Promouvoir et développer la Francophonie économique autour de thèmes mobilisateurs au service des pays membres, entreprises et populations.
- **Secteurs de plaidoyer :**
 - La promotion du français comme langue des affaires internationale,
 - L'intégration régionale (ZLECAf, etc.),
 - Le statut de l'entrepreneur

Co-organisé par



Avec le soutien de



Conclusion

Les MEF, la plateforme EF et le plaidoyer francophone peuvent contribuer à renforcer les échanges commerciaux intra-océan Indien mais aussi ouvrir vers les autres marchés de l'espace francophone :

1. Diversification des partenariats économiques et commerciaux
2. Accès à un réseau international qualifié
3. Opportunités de partenariats ciblés dans des secteurs à fort potentiel de transformation et de création d'emplois, notamment pour les jeunes et les femmes
4. Accompagnement stratégique (préparation de B2B et suivi post-mission pour la concrétisation des opportunités signature de contrats)
5. Renforcement des liens régionaux dans l'océan Indien et accès facilité aux marchés internationaux
6. Mise en relation avec des décideurs publics et institutionnels
7. Réduction des coûts de participation

Co-organisé par



Avec le soutien de



A quand une mission économique de la Francophonie dans un pays de l'océan Indien?

Critères pour l'accueil d'une MEF :

- Appartenance et engagement francophone (membre de l'OIF)
- Bonnes conditions d'organisation en matière politique, sécuritaire et sanitaire
- Potentiel économique, opportunités d'affaires et environnement des affaires favorable
- Accessibilité et connectivité (infrastructures, facilités de visas)
- Priorités stratégiques alignées (cohérence avec les priorités de la Francophonie économique : emplois, jeunesse, femmes, innovation)
- Capacité organisationnelle locale sur les plans financier et logistique
- Réponse à un appel à candidature de l'OIF (lancé généralement en mai)

Co-organisé par



Avec le soutien de



Contacts

repoi@francophonie.org

dfen@francophonie.org

missions-economiques@francophonie.org



QR Code MEF Djibouti



QR Code "Entreprises en Francophonie"

Co-organisé par



Avec le soutien de



LES OUTILS DE CAP BUSINESS OI AU SERVICE DES ENTREPRISES ZONE OI



Virginie LAURET, Directrice exécutive Cap Business
Océan indien

Co-organisé par

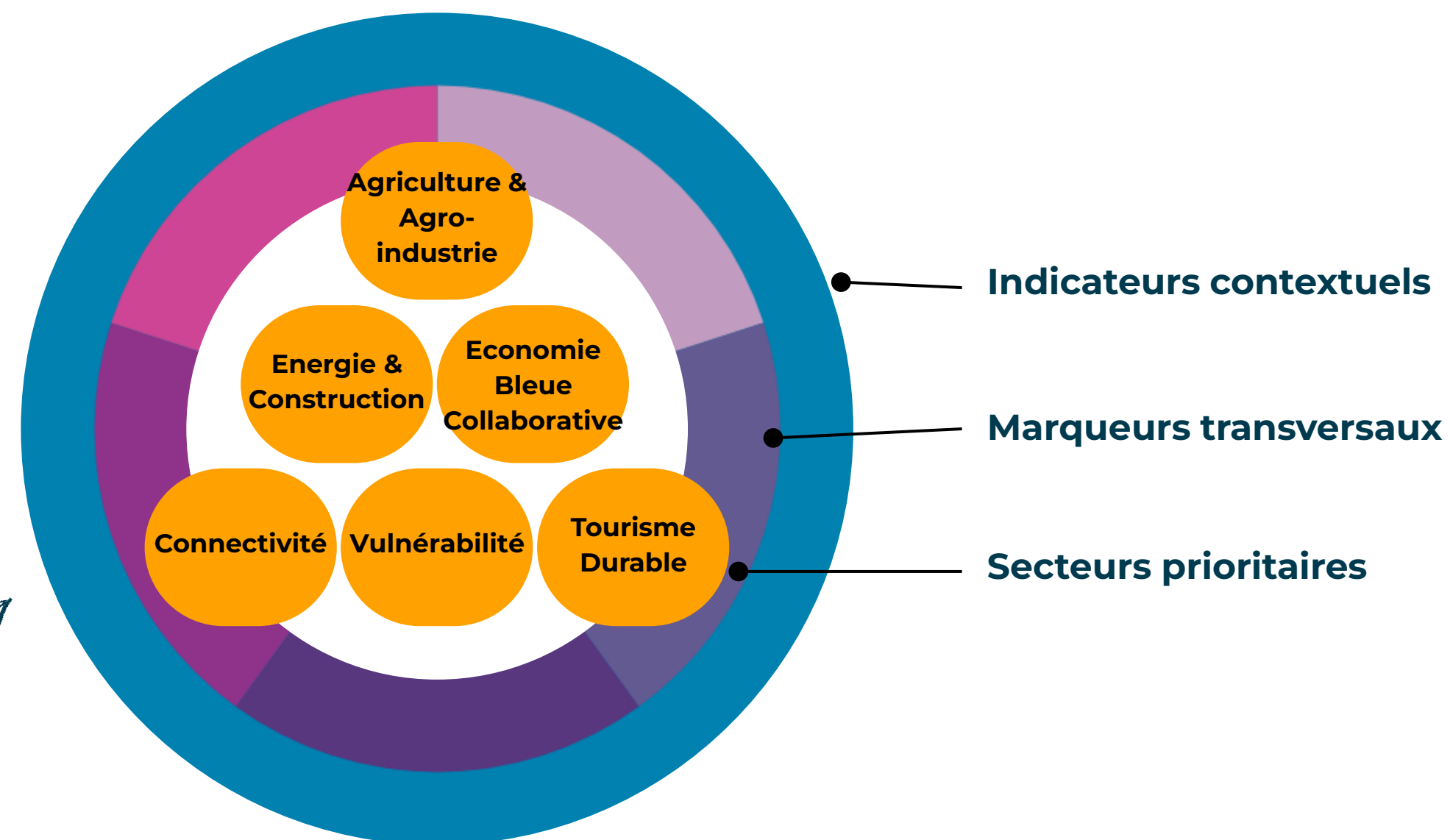


Avec le soutien de



LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE DE CAP BUSINESS OCÉAN INDIEN

- Centralisation des données
- Identification des complémentarités
- Outil d'aide à la décision



Co-organisé par

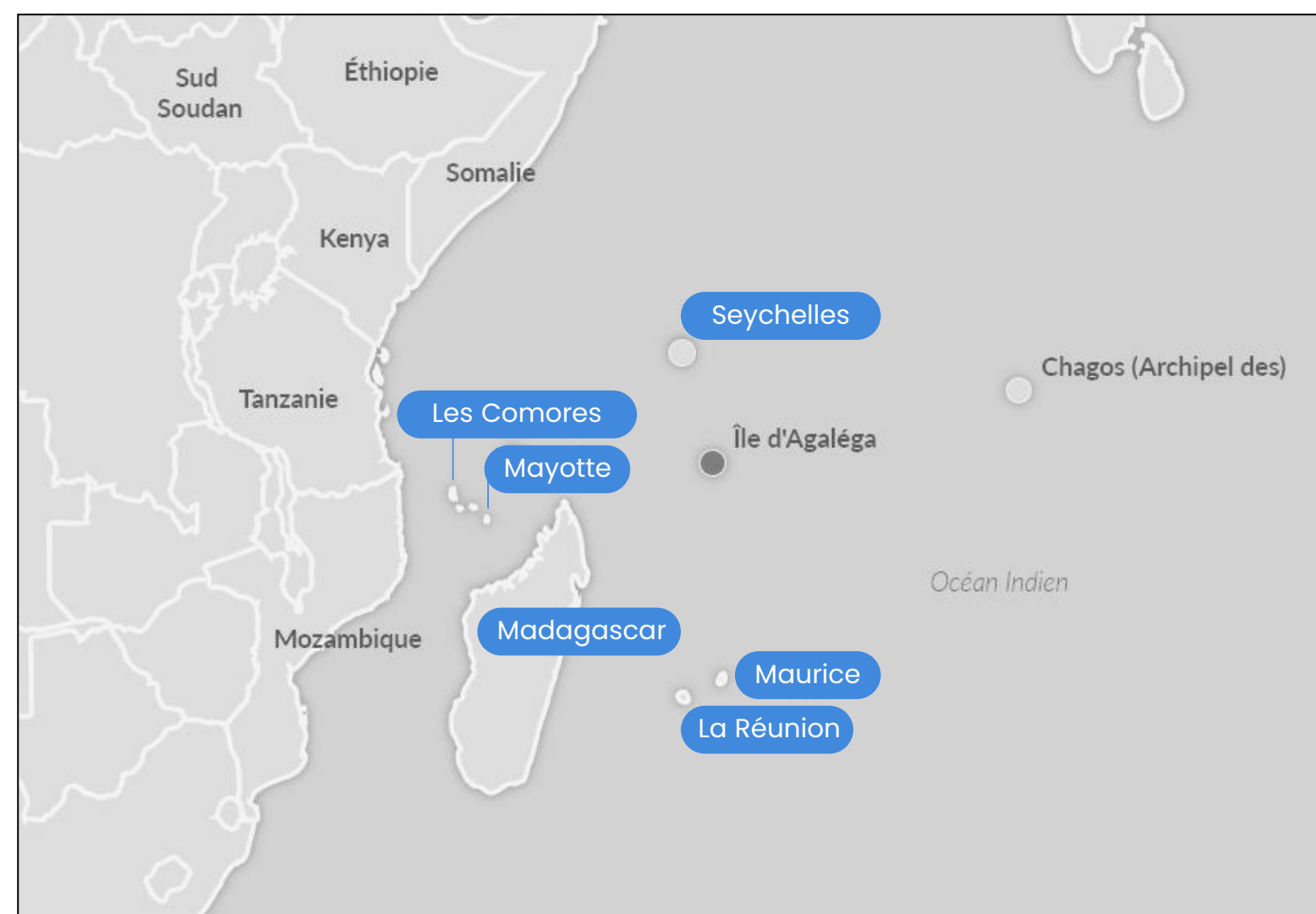


Avec le soutien de



LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE DE CAP BUSINESS OCÉAN INDIEN

- Chaînes de valeur régionales
- Investissements ciblés
- Partenariats inter-îles
- Dialogue public-privé



Co-organisé par



Avec le soutien de



L'ETAT DES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES DANS LA ZONE OCÉAN INDIEN À CE JOUR

Les échanges existent.
Le potentiel est là.
L'enjeu est de mieux les connecter.

Co-organisé par



Avec le soutien de





A VOS QUESTIONS & TEMOIGNAGES

Co-organisé par



Avec le soutien de



Conclusions & recommandations



Catherine DUBREUIL, Administratrice Carrefour des entrepreneurs de l'Océan indien & Responsable Commission Relations régionales CCI France Maurice

Co-organisé par



Avec le soutien de

